

## **Opposition d'une citoyenne concernée par le projet GNL Québec**

Je m'oppose au projet GNL Québec, qui fera reculer notre belle province dans tous les efforts entrepris depuis plusieurs décennies dans la lutte aux changements climatiques et pour la protection de la biodiversité... Mais c'est peu dire quand on pense au fait que des populations se sont développées et ont habité sur ce territoire qu'elles appellent l'Île de la Tortue pendant des millénaires avant que les colons européens n'arrivent ; en se développant sans atteinte à cette Terre Mère qui nous nourrit, dans la philosophie de l'adage qui dit « La Terre ne nous appartient pas, nous l'empruntons à nos enfants ».

Le Canada se place déjà au 1<sup>er</sup> rang mondial de pollueur en hydrocarbures si on fait un ratio par habitant. Le gaz naturel n'est pas une énergie de transition ! Il s'agit d'un projet qui contribue à augmenter les GES mondiaux et annule tous les efforts faits par les Québécois depuis 1990 pour les réduire. Le promoteur a affirmé que le gaz produit au Canada sera exporté en Chine, par exemple, pour remplacer le charbon. Pourtant, aucun contrat n'a été signé entre GNL et la Chine et rien ne prouve que le gaz remplacerait leur charbon. GNL Québec est un projet nocif, sans véritable demande. Et même si c'était le cas, ce serait qui d'essayer de résoudre un problème par une solution qui crée d'autres problèmes. En tant qu'humains, nous pouvons réfléchir collectivement, se serrer les coudes et innover ensemble pour faire mieux ! Alors que les scientifiques du monde entier sonnent l'alarme et nous somment de décroître dans la production et la consommation d'énergies polluantes, pourquoi décidons-nous de jouer aux sourds et qui plus est, de faire un pas immense dans la direction opposée ? Tient-on vraiment à conserver cette première place, qui à mon avis, nous pose surtout dans le haut de l'échelle mondiale de l'hypocrisie ? Le développement économique est certes important, quand on sait à qui il profite, et qu'il est fait avec cœur, par et pour les gens. Or, le genre de développement économique par un projet tel que GNL Québec va carrément à l'encontre des intérêts de notre société, et n'est pas porté par le cœur, ni par et pour les Québécoises et Québécois. Dans ce cas, le projet est porté par des intérêts américains où le Québec y gagne très peu, surtout depuis que l'on sait que la majorité des investissements, de la construction et donc des jobs, seront hors du Québec depuis la récente déclaration de la compagnie.

De plus, si on suit les recommandations du principe de précaution, il est totalement illogique d'encourager le développement d'un tel projet ! Au long de ses 782 km, allant de l'Ontario au Lac St-Jean, ce pipeline mettra en danger l'habitat de 17 espèces vulnérables, menacées ou en voie de disparition, ce qui est d'une grande nuisance pour la protection de la biodiversité, qui a certes une valeur intrinsèque, mais également un rôle à jouer dans les services écosystémiques que nous ne

comprenons pas encore dans leur ensemble. De plus, l'exportation du gaz liquéfié implique 6 à 8 passages par semaine d'un super-méthanier dans le fjord, ce qui mettra directement en péril la survie des bélugas du Saint-Laurent. Le méthane étant un puissant gaz à effet de serre, ce projet remet en question la survie de ces espèces animales et de la flore locale, mais aussi, dans une échelle globale, il contribue à aggraver l'urgence climatique et remet donc en question la survie de l'espèce humaine et sa pérennité dans cette planète ! Au final, renoncer à de l'argent par principe de précaution environnemental est également une bonne décision économique, puisque les impacts d'un déversement possible entraîneraient des dépenses monstrueuses pour contenir la catastrophe. Et c'est sans compter que les impacts sur la biodiversité et les écosystèmes avoisinant pourraient entraîner des pertes énormes, voir irrévocables ou à très long terme dans les services écosystémiques qu'ils nous rendent, qu'on ne peut chiffrer avec certitude, mais qui selon plusieurs études, ont une valeur économique bien plus importante que celle qu'on leur accorde.

Enfin, le projet de GNL risque de forcer un précédent en matière de surdité volontaire politique et de miner la pertinence du processus de consultations publiques en environnement. Le nombre d'experts externes présents aux audiences est gravement bas, avantageant injustement la compagnie derrière le projet. De ce fait, le gouvernement en parle comme si ce projet faisait déjà la majorité, vantant ses mérites, alors que la deuxième partie des audiences, période où les citoyens auront vraiment la chance de s'exprimer n'est même pas encore commencée. Cet opportunisme du politique et de l'industrie ne devrait pas être toléré. Si la commission du BAPE veut réellement remplir et servir avec cœur son devoir de consultation, l'institution doit cesser cette complaisance envers le promoteur et donner aux Québécois et Québécoises le processus de consultations qui leur est dû ! Ne pas suivre ce processus de consultation dans la rigueur qu'il impose et partant d'une volonté politique sincère présente une atteinte importante à notre démocratie, qui contribue à la désagrégation du peu de capital sociopolitique qu'il nous reste. Capital sur lequel il faut miser si l'on veut éviter que le Québec suive la tendance de la montée mondiale du populisme.

Je suis une citoyenne engagée, je prends part à plusieurs projets communautaires, qui ont pour ambition d'améliorer les conditions de vie des gens de ma communauté ainsi que notre impact environnemental collectif. Je fais ma part individuelle pour prendre des actions au quotidien qui réduisent mon empreinte environnementale, et je tente d'influencer positivement les gens autour de moi. J'ai fait un baccalauréat en science politique et philosophie et je suis en train de terminer ma maîtrise en Environnement et développement durable. Et pourtant, malgré toutes ces caractérisations qui font de moi une citoyenne ayant le profil-type d'une personne s'intéressant assez à la question pour soumettre son avis à une audience telle que le BAPE, j'ai hésité à vous écrire cette lettre... Peur de perdre mon temps, peur d'être déçue, peur de ne plus croire en la démocratie, peur de ne pas être prise au sérieux. Je crois de moins en

moins au pouvoir des « simples citoyens », et pourtant, c'est celui qui est le plus important, car les décisions majeures d'une société devraient être prises par et pour les personnes qui la constituent. J'ai peu foi en nos institutions démocratiques, et je me demande souvent si mes efforts individuels, et même mes petits efforts à travers des projets collectifs en valent la peine, quand je constate que sont prises des décisions si absurdes, qui ont beaucoup plus d'impact que mes gestes, et qui vont totalement à l'encontre de nos intérêts et de notre volonté populaire. Et croyez-moi, je suis loin d'être la seule dans cet état d'esprit. Or, je crois encore que certaines victoires, gagnées pour et par les intérêts des citoyen.nes, peuvent sauver la face de la démocratie et redonner espoir à ceux et celles qui sont en train de le perdre. Que ce genre de victoire est sain pour une société, à court et à long terme.

Ainsi, je vous demande, implore même, de mener le processus de consultation du BAPE avec cœur et bienveillance. Je vous demande de le faire en gardant toujours à l'esprit les intérêts des Québécoises, Québécois et membres des Premières Nations, des écosystèmes, des espèces et de la biodiversité qui habitent le territoire du Québec, ainsi que les intérêts mondiaux de la lutte aux changements climatiques qui ont un impact global sur la santé des populations, de l'économie, des espèces, des écosystèmes et de la biodiversité du monde entier... Entre vous et moi, je crois que l'on sait tous et toutes déjà que pour respecter ces intérêts, il faudra s'opposer à ce projet !

Je vous remercie de considérer cette lettre.

*Charlotte Maheu*